

2° Dans le cas où ne sont exigées que des mesures discontinues, les valeurs limites d'émission *b)* aucune moyenne journalière des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser de plus de 30 % la valeur limite correspondante.

3° Dans le cas où ne sont exigées que des mesures discontinues, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas la valeur limite d'émission.

Art. 14. Les résultats des mesures visées à l'article 12 du présent arrêté sont rapportés aux conditions suivantes : température 273° K, pression 101,3 kPa, 11 % d'oxygène ou 9 % de CO, gaz sec.

Toutefois, pour les installations d'une capacité nominale inférieure à 1 tonne de déchets par heure, ils peuvent être rapportés aux conditions suivantes :

température 273° K, pression 101,3 kPa, 17 % d'oxygène, gaz sec.

Art. 15. La manière suivant laquelle doivent être enregistrés, traités, présentés et communiqués tous les résultats des mesures visées à l'article 12 du présent arrêté, sera déterminée par le Ministre; les procédures, les méthodes et l'équipement de prélèvement ou de mesure, l'emplacement des points de prélèvement ou de mesure seront déterminés de la même manière, ainsi que les campagnes de mesures périodiques.

Art. 16. Si les résultats des mesures effectuées font apparaître un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, l'Exécutif, ou en cas d'urgence le Ministre, peut exiger la suspension ou l'arrêt du fonctionnement de l'installation concernée et l'Exécutif peut arrêter les dispositions à prendre et les modifications à apporter à celle-ci.

En cas de panne, l'opérateur réduit ou arrête les opérations jusqu'à ce que le fonctionnement normal puisse reprendre.

L'installation ne peut, en aucun cas, continuer à fonctionner plus de huit heures sans interruption et sa durée cumulée de fonctionnement sur une année, dans de telles conditions, doit être inférieure à nonante-six heures.

La teneur en poussières des rejets pendant les périodes mentionnées ne doit en aucun cas dépasser 600 mg/Nm³ et toutes les autres conditions, notamment en matière de combustion, doivent être respectées.

Bruxelles, le 31 mai 1991.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,
G. DESIR

2° In geval er slechts onderbroken metingen worden vereist, worden de grenswaarden als *b)* geen enkel daggemiddelde van de gemeten concentratiewaarden van deze stoffen, mag de overeenstemmende grenswaarden met meer dan 30 % overschrijden.

3° In geval er slechts onderbroken metingen worden vereist, worden de grenswaarden als nageleefd beschouwd, indien de resultaten van elke reeks metingen de emissiegrenswaarde niet overschrijden.

Art. 14. De metingsresultaten, bedoeld in artikel 12 van dit besluit, gebeuren volgens de volgende voorwaarden : temperatuur 273°K, druk 101,3 kPa, 11 % zuurstof of 9 % CO, droog gas.

Voor de installaties met een nominale capaciteit onder 1 ton afvalstoffen per uur, mogen ze echter volgens de volgende voorwaarden gebeuren :

temperatuur 273°K, druk 101,3 kPa, 17 % zuurstof, droog gas.

Art. 15. De manier waarop de metingsresultaten, bedoeld in artikel 12 van dit besluit, dienen te worden geregistreerd, behandeld, opgesteld en medegedeeld, zal door de Minister worden bepaald; hetzelfde geldt voor de procedures, de methoden en voor het materiaal voor de monsternamen of de meting, het plaatsen van de monsternamen- of metingspunten alsook de campagnes voor de periodieke metingen.

Art. 16. Indien de resultaten van de uitgevoerde metingen de grenswaarden overschrijden die door dit besluit werden vastgesteld, kan de Executieve, of bij hoogdringendheid de Minister, eisen dat de werking van de betrokken installatie tijdelijk of definitief wordt stilgelegd; tevens kan de Executieve bepalen welke maatregelen dienen te worden genomen en welke wijzigingen aangebracht moeten worden aan de installatie.

In geval van storing, vermindert de operateur de bewerkingen of zet ze stil tot wanneer de normale werking opnieuw kan worden hervat.

De installatie mag in geen geval langer dan acht uur zonder onderbreking draaien en haar totale werkingsduur, over een periode van een jaar, moet in dergelijke gevallen onder de zesennegentig uur liggen.

Het stofgehalte van de uitstoten gedurende de vermelde periodes, mag in geen geval hoger liggen dan 600 mg/Nm³ en alle andere voorwaarden, met name inzake verbranding, dienen te worden nageleefd.

Brussel, 31 mei 1991.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud
en Waterbeleid,
G. DESIR

F. 91 — 2102

31 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale concernant la réduction de la pollution atmosphérique en provenance des installations existantes d'incinération des déchets ménagers

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 28 décembre 1984 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

N. 91 — 2102

31 MEI 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de vermindering van luchtverontreiniging afkomstig van bestaande huisvuilverbrandingsinstallaties

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de wet van 28 december 1984 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, uitzondering artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid;

Considérant la nécessité de combler le retard important sur le plan de la législation européenne en matière d'environnement;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107quater de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1°) pollution atmosphérique : l'introduction dans l'atmosphère par l'homme, directement ou indirectement, de substances ou d'énergie ayant une action nocive de nature à mettre en danger la santé de l'homme, à endommager les ressources biologiques et les écosystèmes, à détériorer les biens matériels et à porter atteinte ou à nuire aux valeurs d'agrément et aux autres utilisations légitimes de l'environnement;

2°) valeur limite d'émission : la concentration et/ou la masse de substances polluantes à ne pas dépasser dans les émissions en provenance d'installations pendant une période déterminée;

3°) déchets ménagers : les déchets ménagers ainsi que les déchets de commerce, d'entreprises ou d'autres déchets qui par leur nature ou leur composition, se rapprochent des déchets ménagers;

4°) installations d'incinération de déchets ménagers : tout équipement technique affecté au traitement des déchets ménagers par incinération, avec ou sans récupération de la chaleur de combustion produite, à l'exclusion des installations spécialement affectées à l'incinération des boues d'épuration, des déchets chimiques, toxiques et dangereux, des déchets provenant de l'activité médicale des établissements hospitaliers et autres déchets spéciaux.

La présente définition couvre le site et l'ensemble de l'installation constituée par l'incinérateur, ses systèmes d'alimentation en déchets, en combustibles et en air ainsi que les appareils et dispositifs pour le contrôle des opérations d'incinération, l'enregistrement et la surveillance en continu des conditions d'incinération;

5°) installation existante : une installation d'incinération de déchets ménagers dont la première autorisation d'exploitation a été délivrée avant le 1er décembre 1990;

6°) capacité nominale de l'installation d'incinération : la somme des capacités d'incinération des fours qui composent l'installation, telles que prévues par le constructeur et confirmées par l'opérateur, compte tenu en particulier du pouvoir calorifique des déchets, exprimé en quantité de déchets incinérés par heure;

7°) Nm³ : mètre-cube dans des conditions normales N, à savoir les conditions de référence auxquelles doivent être rapportées les valeurs limites définies;

8°) le Ministre : le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Environnement dans ses attributions, ou le Secrétaire d'Etat qui lui est adjoint.

Art. 3. L'exploitation des installations existantes d'incinération dont la capacité nominale est égale ou supérieure à 6 tonnes de déchets par heure, sera soumise aux conditions suivantes :

a) pour ce qui concerne les valeurs limites d'émission :

au plus tard le 1er décembre 1996, seront d'application les valeurs limites d'émissions indiquées ci-dessous, rapportées aux conditions de référence suivantes : température de 273° Kelvin (K), pression de 101,3 kilopascals (kPa), 11 % d'oxygène ou 9 % de dioxyde de carbone (CO₂), gaz sec.

Valeurs limites d'émissions de polluants en mg/Nm³;

| | |
|--------------------------------------|-----|
| Poussières totales | 30 |
| Métaux lourds | |
| — Pb + Cr + Cu + Mn | 5 |
| — Ni + As | 1 |
| — Cd et Hg | 0,2 |
| Acide chlorhydrique (HCl) | 50 |
| Acide fluorhydrique (HF) | 2 |
| Dioxyde de soufre (SO ₂) | 300 |

Overwegende de noodzakelijkheid enerzijds de grote achterstand op het vlak van de Europese milieuwetgeving in te halen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd inzake Leefmilieu;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1°) luchtverontreiniging : het rechtstreeks of onrechtstreeks verspreiden door de mens van stoffen of energie met een schadelijke werking, die de gezondheid van de mens, de biologische rijkdommen en de ecosystemen in gevaar kunnen brengen, die de materiële goederen kunnen beschadigen en die afbreuk doen of schade berokkenen aan de genotswaarde alsook een andere gegronde aanwendingen van het leefmilieu;

2°) emissiegrenswaarden : de concentratie- en of de massa van vervuulende stoffen, afkomstig van installaties, die bij de emissie gedurende een bepaalde periode niet mag worden overschreden;

3°) huishoudelijk afval : het huishoudelijk afval alsook het afval afkomstig van de handelszaken, ondernemingen of elk ander afval dat door zijn aard of zijn samenstelling, gelijkenis vertoont met het huishoudelijk afval;

4°) huisvuilverbrandingsinstallaties : elke technische installatie die wordt aangewend voor de behandeling van huishoudelijk afval door middel van verbranding, met of zonder terugwinning van de voortgebrachte verbrandingswarmte, behalve de installaties die speciaal worden aangewend voor de verbranding van het zuiveringsslib, het chemisch, giftig en gevaarlijk afval, het afval afkomstig van de medische activiteit van ziekenhuizen en ander speciaal afval.

Deze omschrijving omvat de ligging en de globale installatie met inbegrip van de verbrandingsoven, de systemen voor afval-, brandstof-, en luchttoevoer alsook de toestellen en installaties voor de controle op de verbrandingsprocessen, de registratie en het constante toezicht op de verbrandingscondities;

5°) bestaande installatie : een huisvuilverbrandingsinstallatie waarvan de eerste exploitatievergunning vóór 1 december 1990 werd afgeleverd;

6°) nominale capaciteit van de verbrandingsinstallatie : de totale verbrandingscapaciteit van de ovens waaruit de installatie bestaat, zoals ze werden voorzien door de constructeur en bevestigd door de operateur, en door het verwarmingsvermogen van de afvalstoffen, uitgedrukt in de hoeveelheid afvalstoffen die per uur worden verbrand;

7°) Nm³ : kubieke meter in de normale omstandigheden N, te weten, de referentiewaarden waarrond de bepaalde grenswaarden moeten liggen;

8°) de Minister : de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve bevoegd inzake Leefmilieu, of de Staatssecretaris die aan hem toegevoegd is.

Art. 3. De exploitatie van de bestaande verbrandingsinstallaties waarvan de nominale capaciteit gelijk is aan of hoger ligt dan 6 ton afval per uur, zal aan de volgende voorwaarden worden onderworpen :

a) met betrekking tot de emissiegrenswaarden :

ten laatste op 1 december 1996, zullen de hieronder vermelde emissiegrenswaarden van toepassing zijn, volgens de volgende referentievoorwaarden : temperatuur van 273° Kelvin (K), druk van 101,3 kilopascal (kPa), 11 % zuurstof of 9 % koolstofdioxyde (CO₂), droog gas.

Emissiegrenswaarde van de vervuilde stoffen in mg/Nm³;

| | |
|----------------------------------|-----|
| Totale stofdeeltjes | 30 |
| Zware metalen | |
| — Pb + Cr + Cu + Mn | 5 |
| — Ni + As | 1 |
| — Cd en Hg | 0,2 |
| Zoutzuur (HCl) | 50 |
| Fluorwaterstof (HF) | 2 |
| Zwaveldioxyde (SO ₂) | 300 |

b) Pour ce qui concerne les conditions de combustion : au plus tard le 1er décembre 1996, les conditions de combustion seront les suivantes : les gaz provenant de la combustion des déchets devront être portés, après la dernière injection d'air de combustion et même dans les conditions les plus défavorables, à une température d'au moins 850° C, en présence d'au moins 6 % d'oxygène, et cela pendant au moins 2 secondes. Le niveau de température et la teneur en oxygène sont les valeurs minimales à respecter en permanence lors du fonctionnement de l'installation.

En cas de difficultés techniques majeures, la disposition concernant le temps de séjour de 2 secondes ne devra s'appliquer qu'à compter du moment où il sera procédé au renouvellement des fours.

Art. 4. Pour l'exploitation des autres installations d'incinération, les conditions d'exploitation indiquées ci-après devront être respectées au plus tard le 1er décembre 1995.

a) Pour ce qui concerne les valeurs limites d'émission :

— S'agissant des installations d'une capacité nominale inférieure à 6 tonnes/heure mais égale ou supérieure à 1 tonne/heure, les valeurs limites d'émission seront rapportées aux conditions suivantes : température de 273° K, pression de 101,3 kPa, 11 % d'oxygène ou 9 % de dioxyde de carbone (CO₂), gaz sec.

La valeur limite d'émission sera, pour les poussières, fixée à 100 mg/Nm³ de poussières totales.

— S'agissant des installations d'une capacité inférieure à 1 tonne/heure, les valeurs limites d'émission seront rapportées aux conditions suivantes : températures de 273° K, pression de 101,3 kPa, 11 % d'oxygène ou 9 % de CO₂, gaz sec.

La valeur limite d'émission sera, pour les poussières, fixée à 600 mg/Nm³ de poussières totales.

Toutefois, les valeurs limites d'émissions peuvent se référer à une teneur en oxygène de 17 %. Dans ce cas, les valeurs de concentration ne peuvent excéder celles fixées ci-dessus, divisées par 2,5.

b) Pour ce qui concerne les conditions de combustion : les gaz provenant de la combustion des déchets devront être portés, après la dernière injection d'air de combustion et même dans les conditions les plus défavorables, à une température d'au moins 850° C en présence d'au moins 6 % d'oxygène et cela pendant une durée d'au moins une demi-seconde.

En cas de difficultés techniques majeures, la disposition concernant le temps de séjour d'une demi-seconde ne devra s'appliquer qu'à compter du moment où il sera procédé au renouvellement des fours.

Art. 5. Des conditions de combustion différentes de celles fixées aux articles 3 et 4 du présent arrêté pourront être admises si les fours d'incinération ou les installations de traitement des gaz de combustion utilisant des techniques appropriées, pourvu que les niveaux d'émission de polychlorodibenzodioxines (PCDD) et de dibenzofuranes polychlorés (PCDF) soient équivalents ou inférieurs à ceux qui correspondent aux conditions techniques fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 6. Dans les délais fixés aux articles 3 et 4 du présent arrêté, respectivement pour chaque catégorie d'installation, toute installation existante devra respecter, lors de son fonctionnement, une valeur limite de 100 mg/Nm³ en ce qui concerne la concentration de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion.

Cette valeur doit être rapportée aux conditions suivantes : température 273° K, pression 101,3 kPa, 11 % d'oxygène ou 9 % de CO₂, gaz sec.

Art. 7. La concentration en monoxyde de carbone (CO) représentée :

a) dans le cas des installations ayant une capacité nominale égale ou supérieure à 6 tonnes/heure : la valeur limite pour la moyenne horaire. En outre, au moins 90 % de toutes les mesures effectuées au cours d'une période de 24 heures doivent être inférieures à 150 mg/Nm³;

b) dans le cas des installations ayant une capacité nominale inférieure à 6 tonnes/heure, mais d'au moins 1 tonne/heure : la valeur limite pour la moyenne horaire;

c) dans le cas des installations ayant une capacité nominale inférieure à 1 tonne/heure : la valeur limite pour la moyenne journalière.

Ces moyennes sont calculées compte tenu uniquement des heures de fonctionnement effectif de l'installation, y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.

b) Met betrekking tot de verbrandingsvoorwaarden : ten laatste op 1 december 1996, zullen de verbrandingsvoorwaarden de volgende zijn : na de laatste inblazing van verbrandingslucht en zelfs in de meest ongunstige omstandigheden, zullen de gassen afkomstig van de afvalverbranding op een temperatuur van minstens 850° C worden gebracht, met een zuurstofgehalte van minstens 6 % en dit gedurende minstens 2 seconden. De warmtegraad en het zuurstofgehalte zijn minimumwaarden die tijdens de werking van de installatie, steeds dienen te worden nageleefd.

Bij grote technische moeilijkheden, zal de bepaling inzake de tijdsperiode van 2 seconden slechts van toepassing zijn op het moment dat de ovens zullen worden vernieuwd.

Art. 4. Voor de exploitatie van andere verbrandingsinstallaties, dienen de hierna vermelde exploitatievoorwaarden ten laatste op 1 december 1995 te worden nageleefd.

a) Met betrekking tot de emissiegrenswaarden :

— Indien het installaties betreft met een nominale capaciteit onder 6 ton/uur maar die gelijk is aan of hoger ligt dan 1 ton/uur, zullen emissiegrenswaarden worden vastgesteld volgens de volgende voorwaarden : temperatuur van 273° K, druk van 101,3 kPa, 11 % zuurstof of 9 % koolstofdioxide (CO₂), droog gas.

Voor de stofdeeltjes, zal de emissiegrenswaarde vastgesteld worden op 100 mg/Nm³ van de totale stofdeeltjes.

— Indien het installaties betreft met een capaciteit onder 1 Ton/uur, mogen de emissiegrenswaarden worden vastgesteld volgens de volgende voorwaarden : temperatuur van 273° K, druk van 101,3 kPa, 11 % zuurstof of 9 % koolstofdioxide (CO₂), droog gas.

Voor de stofdeeltjes, zal de emissiegrenswaarde vastgelegd worden op 600 mg/Nm³ van de totale stofdeeltjes.

De emissiegrensvoorwaarden mogen niettemin volgens een zuurstofgehalte van 17 % vastgesteld worden. In dat geval mogen de concentratiewaarden de bovengenoemde voorwaarden, gedeeld door 2,5 niet overschrijden.

b) Met betrekking tot de verbrandingsvoorwaarden : na de laatste inblazing van verbrandingslucht en zelfs in de meest ongunstige omstandigheden, zullen de gassen afkomstig van de afvalverbranding op een temperatuur van minstens 850° C worden gebracht, met een zuurstofgehalte van minstens 6 % en dit gedurende minstens een halve seconde.

Bij grote technische moeilijkheden, zal de bepaling inzake de tijdsperiode van een halve seconde slechts van toepassing zijn op het moment dat de ovens zullen worden vernieuwd.

Art. 5. De verbrandingsvoorwaarden die afwijken van deze vastgesteld in de artikels 3 en 4 van dit besluit, zullen worden toegelaten indien de verbrandingsovens of de installaties voor de behandeling van verbrandingsgassen gepaste technieken aanwenden, zolang de emissiewaarden van de polychlorodibenzodioxines (PCDD) en de polychlor dibenzofuranes (PCDF) gelijkwaardig of lager zijn dan de waarden die overeenstemmen met de technische voorwaarden vastgesteld in artikel 4 van dit besluit.

Art. 6. Binnen de termijnen die respectievelijk voor elke categorie van installatie in de artikels 3 en 4 van dit besluit werden vastgesteld, zal elke bestaande installatie bij haar werking de grenswaarde van 100 mg/Nm³ moeten naleven wat betreft de concentratie aan koolstofmonoxyde (CO) in de verbrandingsgassen.

Deze waarde zal worden vastgesteld volgens de volgende temperatuur 273° K, druk 101,3 kPa, 11 % zuurstof of 9 % CO₂, droog gas.

Art. 7. De concentratie aan koolstofmonoxyde (CO) vertoont :

a) bij installaties met een nominale capaciteit die gelijk is aan of hoger ligt dan 6 ton/uur : de grenswaarde voor het uurgemiddelde. Bovendien moeten minstens 90 % van alle metingen, uitgevoerd in een tijdsperiode van 24 uur, lager zijn dan 150 mg/Nm³;

b) bij installaties met een nominale capaciteit onder 6 ton/uur, maar met minstens 1 ton/uur : de grenswaarde voor het uurgemiddelde;

c) bij installaties met een nominale capaciteit, lager dan 1 ton/uur : de grenswaarde voor het daggemiddelde.

Deze gemiddelden zijn berekend op basis van de effectieve werkingsuren van de installatie, met inbegrip van de start- en uitdovingsfase van de ovens.

Art. 8. Pour les installations existantes d'une capacité nominale inférieure à 6 tonnes/heure, les mesures suivantes seront d'application au plus tard le 1er décembre 1995 :

a) concentration de certaines substances dans les gaz de combustion :

— les concentrations de poussières totales, de CO et d'oxygène sont mesurées et enregistrées en continu dans le cas des installations d'une capacité nominale égale ou supérieure à 1 tonne/heure;

Pour les poussières totales :

* aucune moyenne mobile sur sept jours des valeurs de concentration mesurées ne doit dépasser la valeur limite correspondante;

* aucune moyenne journalière ne doit dépasser de plus de 30 % la valeur limite correspondante;

— les concentrations de poussières totales, d'oxygène et de CO sont mesurées périodiquement dans les installations dont la capacité nominale est inférieure à 1 tonne/heure;

b) paramètres d'exploitation :

— la température des gaz sera mesurée et enregistrée en continu dans la zone où sont réunies les conditions imposées par l'article 4 du présent arrêté;

— le temps de séjour des gaz de combustion à la température nominale de 850° C, fixé en conformité avec l'article 4b du présent arrêté, dans les conditions d'exploitation, doit faire l'objet de vérifications appropriées, au moins une fois après l'éventuelle réadaptation de l'installation et, en tout cas, avant le 1er décembre 1995.

Art. 9. Les résultats des mesures visées à l'article 8 du présent arrêté sont rapportés aux conditions suivantes : température 273° K, pression 101,3 kPa, 11 % d'oxygène ou 9 % de CO, gaz sec.

Toutefois, pour les installations d'une capacité nominale inférieure à 1 tonne de déchets par heure, ils peuvent être rapportés aux conditions suivantes : température 273° K, pression 101,3 kPa, 17 % d'oxygène, gaz sec.

Toutefois, pour les installations d'une capacité nominale inférieure à 1 tonne de déchets par heure, ils peuvent être rapportés aux conditions suivantes : température 273° K, pression 101,3 kPa, 17 % d'oxygène, gaz sec.

Art. 10. La manière suivant laquelle doivent être enregistrés, traités, présentés et communiqués tous les résultats des mesures visées à l'article 8 du présent arrêté, sera déterminée par le Ministre; les procédures, les méthodes et l'équipement de prélèvement ou de mesure, l'emplacement des points de prélèvement ou de mesure seront déterminés de la même manière, ainsi que les campagnes de mesures périodiques.

Art. 11. Si les résultats de mesures effectuées font apparaître un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, l'Exécutif, ou en cas d'urgence le Ministre peut exiger la suspension ou l'arrêt du fonctionnement de l'installation concernée et l'Exécutif peut arrêter les dispositions à prendre et les modifications à apporter à celle-ci.

En cas de panne, l'opérateur réduit ou arrête les opérations dès qu'il le peut et jusqu'à ce que le fonctionnement normal puisse reprendre.

L'installation ne peut, en aucun cas, continuer à fonctionner, dans de telles conditions, plus de 16 heures sans interruption et sa durée cumulée de fonctionnement sur une année doit être inférieure à 200 heures.

La teneur en poussières des rejets pendant les périodes mentionnées ne doit en aucun cas dépasser 600 mg/Nm³ et toutes les autres conditions, notamment en matière de combustion, doivent être respectées.

Art. 12. Les résultats des mesures prévues à l'article 8 du présent arrêté devront être communiquées trimestriellement et par écrit à l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

Bruxelles, le 31 mai 1991.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président,

Ch. PIQUE

Le Ministre de l'Environnement,

G. DESIR

Art. 8. Voor de bestaande installaties met een nominale capaciteit onder 6 Ton/uur, zullen de volgende maatregelen ten laatste op 1 december 1995, van toepassing zijn :

a) concentratie van bepaalde stoffen in de verbrandingsgassen :

— bij installaties met een nominale capaciteit gelijk aan of hoger dan 1 ton/uur, worden de concentraties van de globale stofdeeltjes, de CO en de zuurstof onafgebroken gemeten en geregistreerd;

Voor de globale stofdeeltjes :

* geen enkel los gemiddelde, berekend op zeven dagen, van de gemeten concentratiewaarden mag de overeenstemmende grenswaarde overschrijden;

* geen enkel daggemiddelde mag de overeenstemmende grenswaarde met meer dan 30 % overschrijden;

— in de installaties met een nominale capaciteit onder 1 ton/uur, worden de concentraties van de globale stofdeeltjes, de zuurstof en de CO periodiek gemeten;

b) exploitatiemeters :

— de temperatuur van de gassen zal onafgebroken worden gemeten en geregistreerd in de zone waar de voorwaarden, opgelegd door het artikel 4 van dit besluit, worden vervuld.

— de verblijfsperiode van de verbrandingsgassen bij een nominale temperatuur van 850° C, vastgesteld in overeenstemming met artikel 4b van dit besluit, en volgens de exploitatievoorwaarden, zal, tenminste één maal na de eventuele heraanpassing van de installatie en, in ieder geval vóór 1 december 1995, het voorwerp van aangepaste controles zijn.

Art. 9. De metingsresultaten bedoeld in artikel 8 van dit besluit gebeuren volgens de volgende voorwaarden : temperatuur 273° K, druk 101,3 kPa, 11 % zuurstof of 9 % CO, droog gas.

Voor de installaties met een nominale capaciteit onder 1 ton afvalstoffen per uur, mogen ze echter volgens de volgende voorwaarden gebeuren : temperatuur 273° K, druk 101,3 kPa, 17 % zuurstof, droog gas.

Voor de installaties met een nominale capaciteit onder 1 ton afvalstoffen per uur, mogen ze echter volgens de volgende voorwaarden gebeuren : temperatuur 273° K, druk 101,3 kPa, 17 % zuurstof, droog gas.

Art. 10. De manier waarop de metingsresultaten, bedoeld in artikel 8 van dit besluit dienen te worden geregistreerd, behandeld, opgesteld en medegedeeld, zal door de Minister worden bepaald; hetzelfde geldt voor de procedures, de methoden en voor het materiaal voor de monsternamen of de meting, het plaatsen van de monsternamen -of metingspunten alsook de campagnes voor de periodieke metingen.

Art. 11. Indien de resultaten van de uitgevoerde metingen de grenswaarden overschrijden die door dit besluit werden vastgesteld, kan de Executieve, of bij hoogdringendheid de Minister, eisen dat de werking van de betrokken installatie tijdelijk of volledig wordt stilgezet; tevens kan de Executieve bepalen welke maatregelen dienen te worden genomen en welke wijzigingen aangebracht moeten worden aan de installatie.

In geval van storing, vermindert de operateur van zodra hij kan, de bewerkingen of zet ze stil tot wanneer de normale werking opnieuw kan worden hervat.

In dergelijke omstandigheden, mag de installatie in geen geval langer dan 16 uur zonder onderbreking draaien en haar totale werkingsduur, over een periode van één jaar, moet onder de 200 uur liggen.

Het stofgehalte van de uitstoten gedurende de vermelde periodes, mag in geen geval hoger liggen dan 600 mg/Nm³ en alle andere voorwaarden, met name inzake verbranding, dienen te worden nageleefd.

Art. 12. De resultaten van de metingen, voorzien in artikel 8 van dit besluit, dienen driemaandelijkse en schriftelijk te worden meege-deeld aan het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

Brussel, 31 mei 1991.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

De Minister-Voorzitter,

Ch. PIQUE

De Minister van Leefmilieu,

G. DESIR